



29 septembre 2016

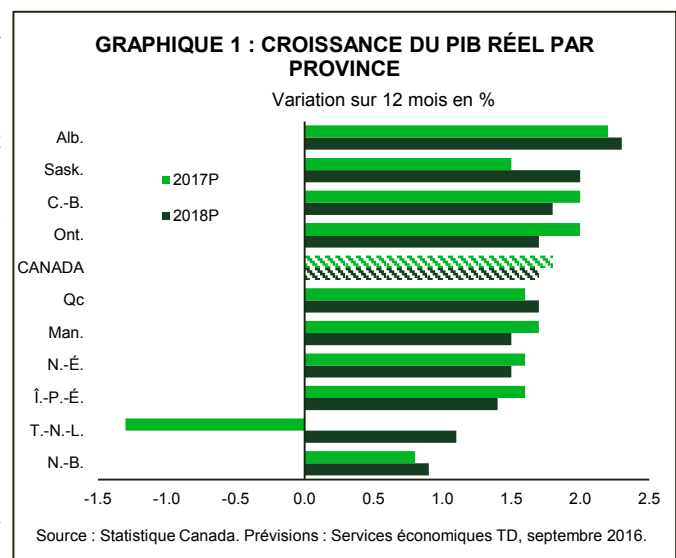
RÉSORPTION DES ÉCARTS RÉGIONAUX

Faits saillants

- Pour la deuxième année d'affilée, le principal thème en 2016 demeure l'écart anormalement marqué entre les données économiques des provinces en tête de peloton pour leur performance (la Colombie-Britannique et l'Ontario) et celles qui se classent au bas de l'échelle (l'Alberta, Terre-Neuve-et-Labrador et la Saskatchewan).
- Ces divergences régionales devraient toutefois s'atténuer à partir de l'an prochain, alors que la plupart des économies tributaires des ressources naturelles commenceront à se redresser – de creux bien bas, il faut le dire – et que le ralentissement du marché de l'habitation calmera les ardeurs de la Colombie-Britannique et de l'Ontario. La reprise de Terre-Neuve-et-Labrador sera retardée jusqu'en 2018, l'économie de la province se heurtant à maintes difficultés.
- D'ici 2018, l'Alberta et la Saskatchewan devraient occuper le sommet du classement avec une croissance de 2 % ou plus. Il s'agit cependant d'une modeste reprise pour ces provinces par rapport au passé. Pendant ce temps, en Ontario et en Colombie-Britannique, la croissance descendra sous le seuil des 2 %.
- Dans les autres provinces, la croissance se maintiendra dans une fourchette de 0,5 à 2 %. Ces chiffres sont conformes aux tendances à long terme de ces régions, mises à mal par le faible essor de la population.

Pour la deuxième année d'affilée, le principal thème en 2016 demeure l'écart anormalement marqué entre les données économiques des provinces en tête de peloton pour leur performance (la Colombie-Britannique et l'Ontario) et celles qui se classent au bas de l'échelle (l'Alberta, Terre-Neuve-et-Labrador et la Saskatchewan). La faiblesse du prix du pétrole continue de nuire aux provinces productrices d'or noir, surtout en ce qui a trait à l'investissement dans le secteur. Entre-temps, le dynamisme du marché de l'habitation et ses retombées donnent un bon coup de fouet aux provinces meneuses, occultant les chiffres décevants des secteurs de la fabrication et des exportations.

Un changement se dessine pour les deux prochaines années, les écarts de croissance étant appelés à se rétrécir. Les investissements liés au pétrole se stabiliseront après deux années de chute libre et un redressement prévu graduel du prix de l'or noir, qui devrait de nouveau franchir la barre des 50 \$ US le baril. Après avoir touché le fond, l'Alberta et la Saskatchewan regagneront leur place convoitée au sommet du palmarès des provinces en 2018, avec une croissance de 2 % ou plus. En regard des données

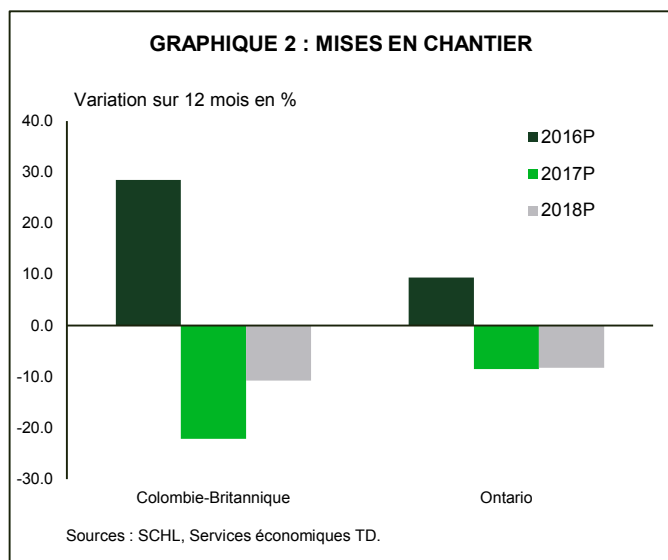


Beata Caranci, vice-présidente et économiste en chef 416-982-8067

Michael Dolega, directeur et économiste principal 416-983-0500

Dina Ignjatovic, économiste 416-982-2555

@TD_Economics



passées, toutefois, il s'agit d'une modeste reprise pour ces provinces, dont le PIB regagnera tout juste le niveau de 2014. À Terre-Neuve-et-Labrador, la reprise mettra encore plus de temps à se concrétiser, mais la province renouera avec la croissance d'ici 2018.

En revanche, la vigueur insufflée par le solide marché de l'habitation commence à se résorber en Colombie-Britannique, tandis qu'en Ontario, l'imposant marché de Toronto devrait lui emboîter le pas en 2017, quoique dans une moindre mesure. La modeste correction prévue n'entamera pas gravement l'activité économique, mais elle suffira à faire replonger la croissance sous la barre des 2 % d'ici 2018. Ces prévisions s'appuient sur l'hypothèse selon laquelle les exportations stimuleront la croissance dans les deux provinces, grâce au nouvel élan imprimé par la récente amélioration de la demande des États-Unis.

En dehors de ces cinq provinces, la croissance restera de l'ordre de 0,5 à 2 % l'an prochain et en 2018, fourchette conforme à la modeste tendance à long terme de ces régions, ce qui témoigne d'une relative résistance aux forces cycliques s'exerçant sur l'Ontario, la Colombie-Britannique et les provinces dépendantes du pétrole. L'augmentation des dépenses d'infrastructures, de la production et du tourisme contribuera à soutenir l'activité économique dans ces régions. De façon générale, toutefois, le faible essor de la population freinera considérablement leur potentiel de croissance.

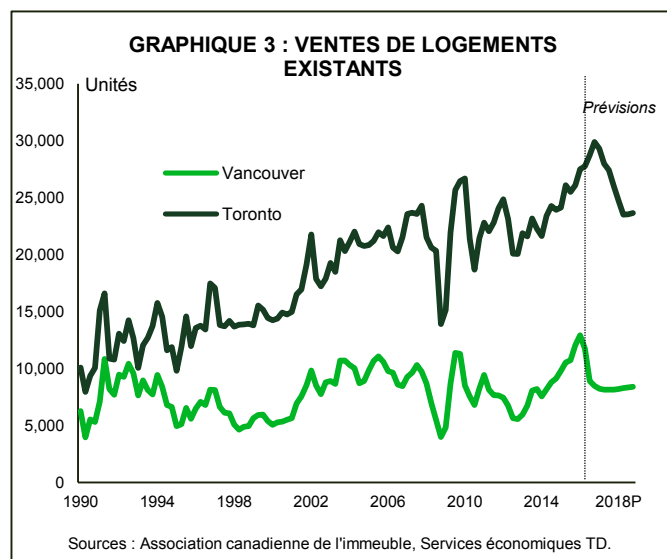
La Colombie-Britannique et l'Ontario en passe d'être détrônées. Coupable? Le marché de l'habitation.

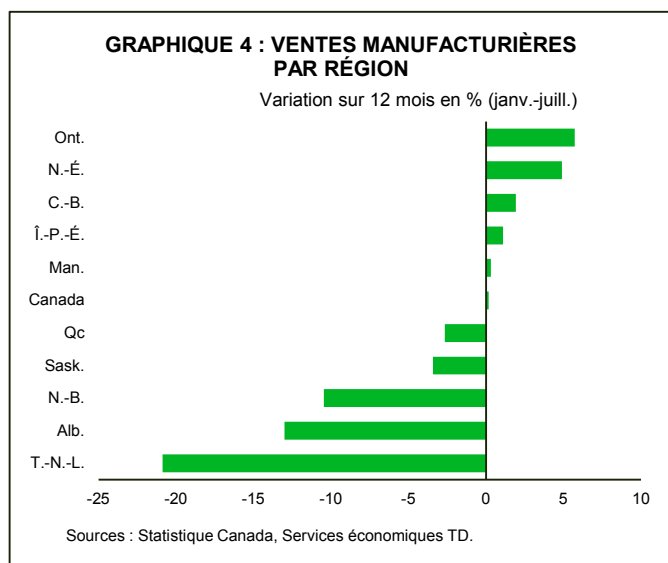
Le marché de l'habitation a été un moteur essentiel de l'essor de la Colombie-Britannique et de l'Ontario, qui af-

fichent la plus forte croissance au Canada. L'activité étant appelée à ralentir au cours des deux prochaines années, ce moteur se transformera vraisemblablement en frein.

La Colombie-Britannique – et en particulier Vancouver – connaît bien le caractère cyclique du marché de l'habitation. Et après trois années stratosphériques, un cycle de contraction semble se dessiner. La construction de propriétés a explosé de plus de 40 % depuis le début de l'année – une croissance bienvenue dans un contexte d'offre limitée –, mais cette cadence n'est pas viable. Aussi une diminution des mises en chantier de l'ordre de 10 % ou plus est-elle à prévoir en 2017 et 2018. Du reste, des indices portent à croire que les ventes décélèrent déjà, la chute de 18 % enregistrée en août les ayant fait redescendre sous leur niveau de l'an dernier pour la première fois en plus de trois ans. Cette baisse marquée résulte essentiellement de la taxe pour les acheteurs étrangers entrée en vigueur au début du mois. S'il est possible que cette faiblesse marquée se résorbe au cours des prochains mois, la nouvelle taxe risque de comprimer les ventes au moins jusqu'au début de 2017. Au demeurant, le récent ralentissement du marché risque d'effrayer les acheteurs canadiens, ce qui freinera tant la demande que la progression des prix l'an prochain.

En revanche, les ventes et les prix en Ontario – surtout à Toronto – ont poursuivi leur ascension, et la demande pourrait se raffermir encore davantage alors que les acheteurs étrangers se détournent de Vancouver après l'entrée en vigueur de la nouvelle taxe. Cependant, l'accessibilité diminue rapidement et la croissance actuelle des ventes et des prix n'est pas viable. Au stade où il en est, le marché ne peut que ralentir d'ici le deuxième semestre de l'an prochain. Les mises en chantier dans la province – qui devraient croître





de 9 % cette année – sont appelées à régresser sensiblement au cours des deux prochaines années, ce qui pèsera aussi sur la croissance économique.

Tandis que leurs marchés de l'habitation redescendent de leurs hauteurs, la Colombie-Britannique et l'Ontario chercheront autre part des sources de croissance. La production et les exportations devraient offrir un certain soutien, tout comme l'activité économique au sud de la frontière. Mais des défis subsistent. Avec l'expiration de l'accord sur le bois d'œuvre résineux en octobre et en l'absence d'un nouvel accord, les tarifs douaniers pourraient causer du tort au secteur du bois d'œuvre en Colombie-Britannique. En Ontario, le secteur manufacturier pâtira probablement de la fermeture prévue d'une usine GM à Oshawa l'an prochain. Donc, même si ce secteur dans son ensemble devrait soutenir la croissance ces prochaines années, sa vigueur ne suffira pas à compenser la diminution de l'activité sur le marché de l'habitation. Après avoir progressé de près de 3 % cette année, la croissance globale dans ces provinces devrait redescendre à 2 % en 2017, ce qui reste louable, et juste sous ce seuil en 2018.

Manitoba et Québec : l'activité manufacturière et la construction stimuleront l'économie

La hausse de la demande de biens produits au Canada soutiendra aussi le secteur manufacturier au Manitoba et au Québec, dont les chiffres sont assez décevants à ce jour en 2016. En effet, après un robuste début d'année, l'activité manufacturière au Manitoba est sur la pente descendante depuis quelques mois. La tendance devrait se renverser au deuxième semestre et en 2017, parallèlement à un léger redressement de l'économie américaine.

L'économie du Manitoba sera elle aussi soutenue par la croissance de la construction non résidentielle, car un certain nombre d'importants projets d'infrastructures sont prévus, notamment ceux liés à de nouveaux aménagements hydroélectriques, aux lignes de transport et aux pipelines, ainsi qu'un certain nombre de projets commerciaux à Winnipeg. Par contre, la fermeture subite et récente du port de Churchill pourrait freiner la croissance, car elle risque de nuire au transport et au commerce qui passerait normalement par le port. Si on s'attend à un ralentissement par rapport aux 2,3 % de cette année, le Manitoba devrait malgré tout afficher une croissance respectable de 1,7 % en 2017 et de 1,5 % en 2018.

Au Québec, l'activité manufacturière a progressé ces derniers mois, mais n'a toujours pas rattrapé le terrain perdu plus tôt cette année. La demande accrue d'exportations devrait stimuler la production manufacturière dans la province, quoique les récentes annonces concernant les fermetures temporaires dans l'industrie aéronautique alimenteront la volatilité dans le secteur. L'économie intérieure semble bien se porter, les ventes d'automobiles et de logements ayant enregistré une croissance raisonnable d'environ 4 % et 8 % respectivement jusqu'en août. Cette tendance devrait se poursuivre alors que l'économie reprend de la vitesse et que le taux de chômage descend sous la barre des 7 %, du jamais vu depuis la période qui a précédé la récession. Bien que les données de ce secteur soient faibles cette année, la construction devrait aussi soutenir la croissance, car on s'attend à une augmentation considérable des mises en chantier. En tout, la croissance devrait grimper au-dessus de 1,5 % en 2017 et en 2018.

Provinces de l'Est : lentement mais sûrement

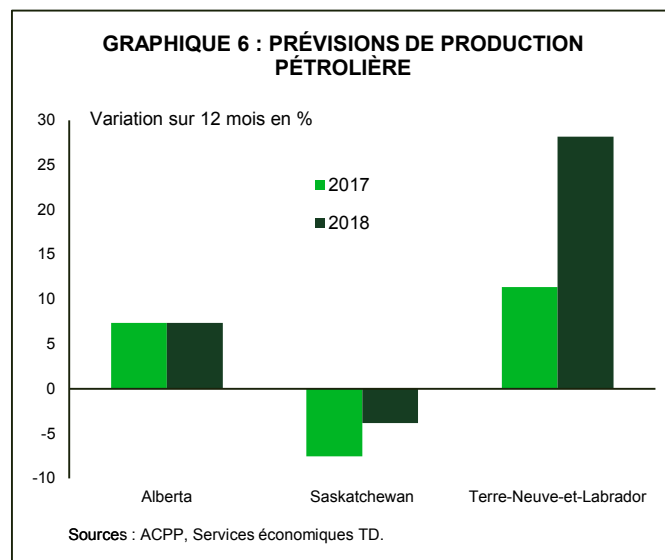
Les provinces maritimes n'ont pas vécu les variations cycliques subies par la plupart des autres régions. L'activité économique s'est un peu raffermie en 2015-16, mais demeure assez faible, et restera freinée par le vieillissement de la population. Chaque province compte tout de même quelques secteurs qui contribueront à stabiliser la croissance durant la période de prévision.

L'économie de la Nouvelle-Écosse devrait s'accélérer cette année, en grande partie grâce à une augmentation des activités de construction navale, puisqu'il s'agit de la première année complète d'exploitation. On prévoit que le secteur manufacturier restera robuste, ce qui, conjugué à un léger redressement de la construction résidentielle, stimulera la croissance. Les dépenses de consommation devraient

également bien se porter, le taux de chômage étant appelé à diminuer légèrement en 2017. Dans l'ensemble, nous prévoyons que la croissance économique de la Nouvelle-Écosse restera régulière, autour de 1,5 %, tout au long de la période de prévision.

Au Nouveau-Brunswick, l'activité économique a tourné au ralenti cette année, en partie à cause du ralentissement de la production pétrolière, de la fermeture d'une mine de potasse et de replis dans le secteur de la construction, tant résidentielle que non résidentielle. Le secteur où les perspectives sont les plus encourageantes est sans doute celui de la consommation, le commerce de détail ayant grimpé de 7 % au premier semestre et les ventes de logements continuant de se redresser après l'effondrement de sept ans amorcé en 2008. Une hausse marquée des mises en chantier l'an prochain devrait stimuler l'activité économique; cependant, on s'attend à ce que la croissance reste assez faible, juste sous la barre du 1 %, en 2017 et 2018.

L'Île-du-Prince-Édouard s'est employée à relancer son industrie touristique, et ses efforts semblent porter leurs fruits. La province connaît une autre excellente année, marquée par une hausse de 12 % des nuitées pour les sept premiers mois de l'année, et tout porte à croire que les chiffres d'août seront encore meilleurs. La faiblesse du dollar canadien a entraîné une augmentation du tourisme en provenance des États-Unis ainsi que des visiteurs canadiens, ce qui a poussé à la hausse les ventes au détail. Comme on ne s'attend pas à une envolée du huard durant l'horizon prévisionnel, ces tendances devraient se poursuivre, ce qui contribuera à maintenir une croissance économique relativement stable, autour de 1,5 %, jusqu'en 2018.

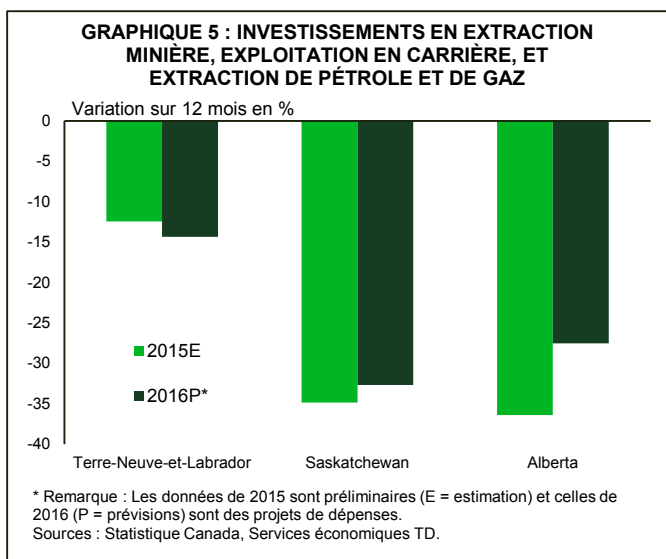


Provinces productrices de pétrole : une reprise à l'horizon

Les difficultés se sont poursuivies pour les provinces productrices d'énergie cette année, et une autre contraction annuelle est à prévoir pour chacune d'entre elle. Toutefois, la stabilisation du prix du pétrole devrait coïncider avec celle des investissements liés à l'or noir, talon d'Achille de ces provinces au cours des deux dernières années. En fait, même le statu quo des dépenses en immobilisations soutiendrait la croissance selon le calcul du PIB. Les économies tributaires du pétrole sont donc prêtes à amorcer une modeste reprise.

L'Alberta a été la plus durement touchée en 2016, les feux de forêt ayant fortement entamé la production économique au deuxième trimestre. Conjugués aux répercussions des faibles prix pétroliers sur les dépenses et les investissements, ces derniers entraîneront vraisemblablement une baisse de l'activité économique d'un peu plus de 3 % pour l'année. Le taux de chômage a atteint un sommet de 22 ans – 8,6 % – en juillet, avant de reculer légèrement. Soulignons toutefois que c'est l'augmentation de la main-d'œuvre, et non une marée de pertes d'emplois, qui a causé cette hausse.

Heureusement, le pire semble passé pour la province. Le redressement de la production pétrolière en juillet et les travaux de reconstruction entrepris laissent entrevoir un deuxième semestre plus rose. La reconstruction de Fort McMurray se poursuivra l'an prochain. Conjuguée à l'augmentation de la production pétrolière grâce à de nouveaux projets d'exploitation de sables bitumineux censés démarrer plus tard cette année et en 2017, elle participera de façon déterminante à extirper la province de la récession. De fait, on prévoit que la croissance économique franchira la barre des 2 % en 2017 et 2018. Il s'agit certes d'une amé-



lioration, mais ce taux de croissance est moitié moins élevé que celui enregistré à la fin de la récession précédente et l'activité économique restera en deçà des niveaux de 2014.

La reprise prévue en Saskatchewan l'an prochain sera plus modeste que celle de l'Alberta, vu que sa récession n'était pas aussi marquée et qu'on s'attend à ce que la production pétrolière dans la province reste déclinante. Toutefois la production de potasse devrait augmenter légèrement ces deux prochaines années pour compenser en partie la perte de production au Nouveau-Brunswick et répondre à la demande accrue découlant de la faiblesse des prix. On s'attend en outre à ce que la production agricole demeure robuste en dépit des prix plus bas. La construction devrait elle aussi soutenir la croissance au cours de la période de prévision, ce secteur profitant de projets d'infrastructures et de maintenance. En 2018, l'économie de la Saskatchewan devrait gagner encore de la vitesse, de concert avec la remontée graduelle des prix des produits de base et une certaine amélioration du marché de l'emploi. On prévoit que la croissance économique atteindra 2 % en 2018 dans la province, ce qui la classera seconde au Canada après l'Alberta.

La contraction attendue de 0,6 % cette année pour Terre-Neuve-et-Labrador devrait correspondre au quart de celle affichée au cours des deux dernières années. La province se heurte néanmoins à divers obstacles qui porteront la contraction à 1,3 % l'an prochain. En effet, un certain nombre de projets d'immobilisations ont pris fin, ce qui nuira

aux investissements l'an prochain. Parallèlement à cela, le budget austère du gouvernement – qui prévoit des hausses d'impôt considérables – freinera la demande intérieure et limitera les dépenses publiques.

Cela dit, tout n'est pas morose et une reprise économique se dessine pour 2018. L'augmentation de la production pétrolière en sera le principal moteur, puisqu'on prévoit pour la fin de l'an prochain la mise en exploitation d'un nouveau projet qui aidera l'économie à renouer avec la croissance, ce qui n'empêchera pas Terre-Neuve-et-Labrador de se classer aux derniers rangs des provinces canadiennes à ce chapitre.

En bref

Après s'être élargis en 2016, les écarts de croissance entre les régions devraient commencer à s'atténuer l'an prochain. La plupart des économies tributaires des ressources naturelles commenceront à se redresser – de creux bien bas il faut le dire – et le ralentissement du marché de l'habitation modérera les ardeurs de la Colombie-Britannique et de l'Ontario. Le retour à une croissance plus axée sur la production et les exportations devrait compenser un peu la faiblesse de l'investissement résidentiel, mais il ne suffira pas à empêcher la croissance de ces économies de glisser sous la barre des 2 % en 2018. L'Alberta et la Saskatchewan pourront ainsi se ménager une place au sommet du classement des provinces cette année-là; cependant, leur croissance restera modeste, surtout si on la compare à celle affichée à la fin de la récession précédente.

Le présent rapport est fourni par les Services économiques TD. Il est produit à des fins informatives et éducatives seulement à la date de rédaction, et peut ne pas convenir à d'autres fins. Les points de vue et les opinions qui y sont exprimés peuvent changer en tout temps selon les conditions du marché ou autres, et les prévisions peuvent ne pas se réaliser. Ce rapport ne doit pas servir de source de conseils ou de recommandations de placement, ne constitue pas une sollicitation d'achat ou de vente de titres, et ne doit pas être considéré comme une source de conseils juridiques, fiscaux ou de placement précis. Il ne vise pas à communiquer des renseignements importants sur les affaires du Groupe Banque TD, et les membres des Services économiques TD ne sont pas des porte-parole du Groupe Banque TD en ce qui concerne les affaires de celui-ci. L'information contenue dans ce rapport provient de sources jugées fiables, mais son exactitude et son exhaustivité ne sont pas garanties. De plus, ce rapport contient des analyses et des opinions portant sur l'économie, notamment au sujet du rendement économique et financier à venir. Par ailleurs, ces analyses et opinions reposent sur certaines hypothèses et d'autres facteurs, et sont sujettes à des risques et à des incertitudes intrinsèques. Les résultats réels pourraient être très différents. La Banque Toronto-Dominion ainsi que ses sociétés affiliées et entités apparentées qui constituent le Groupe Banque TD ne peuvent être tenues responsables des erreurs ou omissions que pourraient contenir l'information, les analyses ou les opinions comprises dans ce rapport, ni des pertes ou dommages subis.

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES PROVINCIALES

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT (PIB) RÉEL					
Variation annuelle en pourcentage					
	2014	2015E	2016P	2017P	2018P
CANADA	2.5	1.1	1.1	1.8	1.7
T.N.L.	-2.0	-2.1	-0.6	-1.3	1.1
Î.P.É.	1.5	1.5	1.7	1.6	1.4
N.É.	0.6	1.1	1.5	1.6	1.5
N.B.	-0.3	1.9	0.5	0.8	0.9
Québec	1.5	1.1	1.3	1.6	1.7
Ontario	2.7	2.6	2.7	2.0	1.7
Manitoba	2.3	2.3	2.3	1.7	1.5
Sask.	1.9	-0.9	-0.4	1.5	2.0
Alberta	4.8	-3.5	-3.2	2.2	2.3
C.B.	3.2	3.3	3.1	2.0	1.8

P : Préviation des Services économiques TD, septembre 2016.
Sources : Statistique Canada / Haver Analytics.

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT (PIB) NOMINAL					
Variation annuelle en pourcentage					
	2014	2015E	2016P	2017P	2018P
CANADA	4.3	0.5	1.4	3.3	3.6
T.N.L.	-4.2	-6.0	-2.1	-0.3	3.3
Î.P.É.	3.8	2.6	2.7	2.6	3.5
N.É.	1.3	2.8	2.3	2.8	3.2
N.B.	0.6	2.6	0.6	2.0	2.8
Québec	2.5	1.6	1.7	3.0	3.3
Ontario	4.1	3.6	3.6	3.5	3.6
Manitoba	3.5	3.5	3.0	2.7	3.6
Sask.	-0.9	-1.5	-0.3	3.4	4.0
Alberta	9.1	-9.4	-5.5	4.1	4.3
C.B.	4.7	4.9	4.6	3.2	3.0

P : Préviation des Services économiques TD, septembre 2016.
Sources : Statistique Canada / Haver Analytics.

EMPLOI					
Variation annuelle en pourcentage					
	2014	2015	2016P	2017P	2018P
CANADA	0.6	0.9	0.6	0.5	0.5
T.N.L.	-1.7	-1.0	-0.8	-0.7	0.0
Î.P.É.	-0.1	-1.1	-2.3	0.2	0.2
N.É.	-1.1	0.1	-0.5	0.1	0.2
N.B.	-0.2	-0.4	-0.4	-0.2	0.3
Québec	0.0	1.0	0.5	0.7	0.4
Ontario	0.8	0.7	1.0	0.8	0.7
Manitoba	0.1	1.5	-0.4	0.6	0.5
Sask.	1.0	0.6	-0.8	0.7	0.6
Alberta	2.2	1.2	-1.7	-0.2	0.7
C.B.	0.6	1.3	2.8	0.5	0.3

P : Préviation des Services économiques TD, septembre 2016.
Sources : Statistique Canada / Haver Analytics.

TAUX DE CHÔMAGE					
Annuel, pourcentage					
	2014	2015	2016P	2017P	2018P
CANADA	6.9	6.9	7.0	6.9	6.8
T.N.L.	11.9	12.8	12.8	12.9	13.1
Î.P.É.	10.6	10.4	10.8	10.7	10.6
N.É.	9.0	8.6	8.5	8.3	8.1
N.B.	9.9	9.8	9.8	10.2	10.0
Québec	7.7	7.6	7.2	6.8	6.7
Ontario	7.3	6.8	6.7	6.6	6.6
Manitoba	5.4	5.6	6.1	6.0	5.8
Sask.	3.8	5.0	6.2	6.1	5.9
Alberta	4.7	6.0	8.0	8.0	7.7
C.B.	6.1	6.1	6.0	6.0	6.2

P : Préviation des Services économiques TD, septembre 2016.
Sources : Statistique Canada / Haver Analytics.

INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION (IPC)					
Variation annuelle en pourcentage					
	2014	2015	2016P	2017P	2018P
CANADA	1.9	1.1	1.7	2.2	2.0
T.N.L.	1.9	0.4	2.2	2.6	2.2
Î.P.É.	1.6	-0.6	1.7	2.4	2.1
N.É.	1.7	0.4	1.6	2.3	2.1
N.B.	1.5	0.5	2.1	2.2	1.9
Québec	1.4	1.1	1.0	1.8	2.0
Ontario	2.3	1.2	1.9	2.1	2.0
Manitoba	1.8	1.2	1.8	2.2	2.1
Sask.	2.4	1.6	1.6	2.6	2.2
Alberta	2.6	1.2	1.5	2.6	2.3
C.B.	1.0	1.1	1.9	2.1	1.9

P : Préviation des Services économiques TD, septembre 2016.
Sources : Statistique Canada / Haver Analytics.

COMMERCE DE DÉTAIL					
Variation annuelle en pourcentage					
	2014	2015	2016P	2017P	2018P
CANADA	4.6	1.3	3.7	3.6	3.6
T.N.L.	3.4	0.2	2.8	3.1	3.2
Î.P.É.	3.3	2.3	6.2	3.5	3.8
N.É.	2.3	-0.6	3.6	3.4	3.4
N.B.	3.8	2.4	3.7	3.1	3.3
Québec	1.7	0.5	3.7	3.6	3.5
Ontario	5.0	4.2	4.8	3.8	3.3
Manitoba	4.3	1.5	5.2	3.6	4.2
Sask.	4.6	-3.5	2.1	2.0	3.8
Alberta	7.5	-4.6	-0.9	4.2	4.0
C.B.	5.6	6.0	6.2	4.1	3.8

P : Préviation des Services économiques TD, septembre 2016.
Sources : Statistique Canada / Haver Analytics.

MISES EN CHANTIER					
Milliers d'unités					
	2014	2015	2016P	2017P	2018P
CANADA	189.2	193.6	179.9	175.0	182.2
T.N.L.	2.2	1.8	1.4	1.5	1.7
Î.P.É.	0.5	0.5	0.6	0.6	0.6
N.É.	3.0	3.9	3.7	3.9	4.0
N.B.	2.3	1.9	1.8	2.3	2.5
Québec	39.3	36.8	38.6	41.8	41.9
Ontario	58.6	68.8	68.6	63.2	59.8
Manitoba	6.2	5.6	5.8	6.1	6.3
Sask.	8.3	5.2	4.6	4.6	4.8
Alberta	40.5	37.5	23.3	23.0	30.5
C.B.	28.3	31.5	31.5	28.1	30.3

P : Préviation des Services économiques TD, septembre 2016.
Sources : SCHL / Haver Analytics.

MISES EN CHANTIER					
Variation en pourcentage					
	2014	2015	2016P	2017P	2018P
CANADA	0.7	2.3	-7.1	-2.7	4.1
T.N.L.	-23.6	-19.0	-21.0	9.6	9.4
Î.P.É.	-19.3	5.0	10.7	-2.1	2.6
N.É.	-21.9	27.2	-4.9	5.9	2.0
N.B.	-18.9	-15.2	-7.3	26.7	7.5
Québec	4.5	-6.3	4.7	8.2	0.3
Ontario	-3.8	17.5	-0.3	-7.9	-5.5
Manitoba	-17.6	-9.3	3.0	4.8	4.0
Sask.	0.2	-37.2	-11.2	-0.2	4.0
Alberta	12.4	-7.4	-37.9	-1.3	32.6
C.B.	4.5	11.4	0.0	-10.9	7.7

P : Préviation des Services économiques TD, septembre 2016.
Sources : SCHL / Haver Analytics.

VENTES DE MAISONS EXISTANTES					
Milliers d'unités					
	2014	2015	2016P	2017P	2018P
CANADA	480.3	506.4	505.1	483.4	492.1
N. & L.	4.1	4.3	3.8	3.7	3.8
P.E.I.	1.4	1.7	2.1	1.8	1.8
N.S.	8.9	9.2	10.2	10.5	10.5
N.B.	6.3	6.7	7.0	6.9	7.0
Québec	70.6	74.2	81.7	85.4	88.1
Ontario	205.0	224.6	228.9	200.8	202.3
Manitoba	13.8	14.0	14.9	15.0	15.2
Sask.	13.9	12.4	11.6	11.9	12.3
Alberta	71.8	56.5	49.3	50.0	51.1
B.C.	84.0	102.5	95.7	97.3	100.0

P : Préviation des Services économiques TD, septembre 2016.
Source : Association canadienne de l'immeuble.

VENTES DE MAISONS EXISTANTES					
Variation en pourcentage					
	2014	2015	2016P	2017P	2018P
CANADA	5.2	5.4	-0.3	-4.3	1.8
T.N.L.	-4.7	3.7	-11.4	-0.6	2.6
Î.P.É.	-3.2	20.8	23.6	-13.3	1.2
N.É.	-2.3	2.8	11.0	2.4	0.7
N.B.	-0.1	6.5	5.0	-1.3	0.7
Québec	-0.8	5.0	10.1	4.5	3.2
Ontario	3.9	9.5	1.9	-12.2	0.7
Manitoba	0.3	1.7	6.4	0.8	1.2
Sask.	2.4	-10.8	-6.6	3.1	2.9
Alberta	8.6	-21.3	-12.6	1.4	2.1
C.B.	15.2	22.0	-6.6	1.7	2.7

P : Préviation des Services économiques TD, septembre 2016.
Source : Association canadienne de l'immeuble.

PRIX MOYEN DE REVENTE DES MAISONS					
Milliers de \$C					
	2014	2015	2016P	2017P	2018P
CANADA	407.3	441.2	475.7	475.2	483.0
T.N.L.	284.4	276.2	250.5	243.0	243.9
Î.P.É.	165.4	164.1	178.4	173.1	173.8
N.É.	213.3	217.8	217.5	217.6	218.4
N.B.	161.0	159.2	163.3	162.2	162.9
Québec	271.4	275.4	299.3	312.9	324.5
Ontario	429.5	461.6	551.1	552.3	558.3
Manitoba	264.7	268.2	281.1	285.2	288.2
Sask.	297.9	296.1	297.4	300.7	304.5
Alberta	399.9	391.5	391.0	391.3	393.8
C.B.	570.4	637.2	604.1	613.7	629.5

P : Préviation des Services économiques TD, septembre 2016.
Source : Association canadienne de l'immeuble.

PRIX MOYEN DE REVENTE DES MAISONS					
Variation en pourcentage					
	2014	2015	2016P	2017P	2018P
CANADA	6.7	8.3	7.8	-0.1	1.7
T.N.L.	0.2	-2.9	-9.3	-3.0	0.3
Î.P.É.	6.6	-0.8	8.7	-3.0	0.4
N.É.	-0.7	2.1	-0.1	0.1	0.4
N.B.	-0.2	-1.1	2.5	-0.7	0.5
Québec	1.4	1.5	8.7	4.5	3.7
Ontario	7.0	7.5	19.4	0.2	1.1
Manitoba	1.5	1.3	4.8	1.5	1.1
Sask.	3.6	-0.6	0.4	1.1	1.3
Alberta	5.2	-2.1	-0.1	0.1	0.6
C.B.	6.1	11.7	-5.2	1.6	2.6

P : Préviation des Services économiques TD, septembre 2016.
Source : Association canadienne de l'immeuble.